



AGENCE PUBLIQUE
POUR L'IMMOBILIER
DE LA JUSTICE

Maîtrise d'ouvrage : Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice

Projet de relogement provisoire du Palais de Justice de Perpignan

Note de synthèse

Juin 2024

Préambule

L'Agence publique pour l'immobilier de la justice (APIJ) a pour mission de construire, rénover, réhabiliter les palais de justice, établissements pénitentiaires, bâtiments des services de la protection judiciaire de la jeunesse ou encore les écoles de formation du ministère.

Dans ce cadre, elle a été missionnée par le ministère de la Justice pour assurer la Maîtrise d'ouvrage réhabilitation-extension du palais Arago, dans le centre historique de Perpignan, qui a vocation à assurer le regroupement du Tribunal Judiciaire et la Cour d'Assises départementale.

L'opération de réhabilitation et extension du Palais Arago sera réalisée en site complètement libre. Pour qu'elle puisse se dérouler dans de bonnes conditions, le personnel du palais devra être entièrement relogé de manière provisoire sur le site des Jardins de la Basse.

L'opération de relogement, se déroulera sur un site d'anciens terrains ferroviaires qui accueillera par ailleurs d'autres aménagements (habitat, équipements, etc...) et au sein duquel un îlot a été réservé pour le Palais provisoire et la salle d'assises provisoire. Cette salle d'assises a été réalisée et est en exploitation depuis janvier 2024. L'opération de relogement des services du tribunal sera installée dans un bâtiment à construire, en accroche de la salle d'assises temporaire, qui fait l'objet du présent marché.

Le relogement est une période certes transitoire mais qui s'étale sur plusieurs années et doit assurer le niveau de confort et de sécurité nécessaire au fonctionnement du tribunal.

Aussi, la présente consultation porte sur la conclusion d'un marché de conception réalisation pour la conception et les travaux des constructions temporaires pour le relogement provisoire du Palais de Justice de Perpignan.

Ce document est communiqué à titre indicatif et constitue une synthèse des données liées au site d'implantation du projet. Il présente également les principales dispositions du programme architectural, fonctionnel et technique de l'opération.

Ces données, qui seront communiquées en détail et précisées dans le dossier de consultation des concepteurs, visent à permettre au candidat, à ce stade de la consultation, d'apprécier l'objet et la teneur du marché de conception réalisation.

Calendrier prévisionnel de la procédure

Lancement de la consultation (et mise à disposition du DCE provisoire) : juin 2024

Remise des candidatures : juillet 2024

Envoi du DCE aux candidats retenus : octobre 2024

Dialogue : à partir de janvier 2025

Remise des offres finales : avril 2025

Notification du marché de conception réalisation : juillet 2025

01.

**Contexte – Environnement
urbain**

ELEMENTS DE CONTEXTE

La ville de Perpignan

La ville de Perpignan est située en région d'Occitanie à l'extrême Sud de la France, dans l'arc méditerranéen.

D'une superficie de 68,07 km², la ville compte 119 656 perpignanais (source INSEE 2021) et est la ville centre de la CU Perpignan Méditerranée Métropole qui compte 36 communes, avec 272 976 habitants (INSEE 2021) sur une superficie de 616,70 Km².

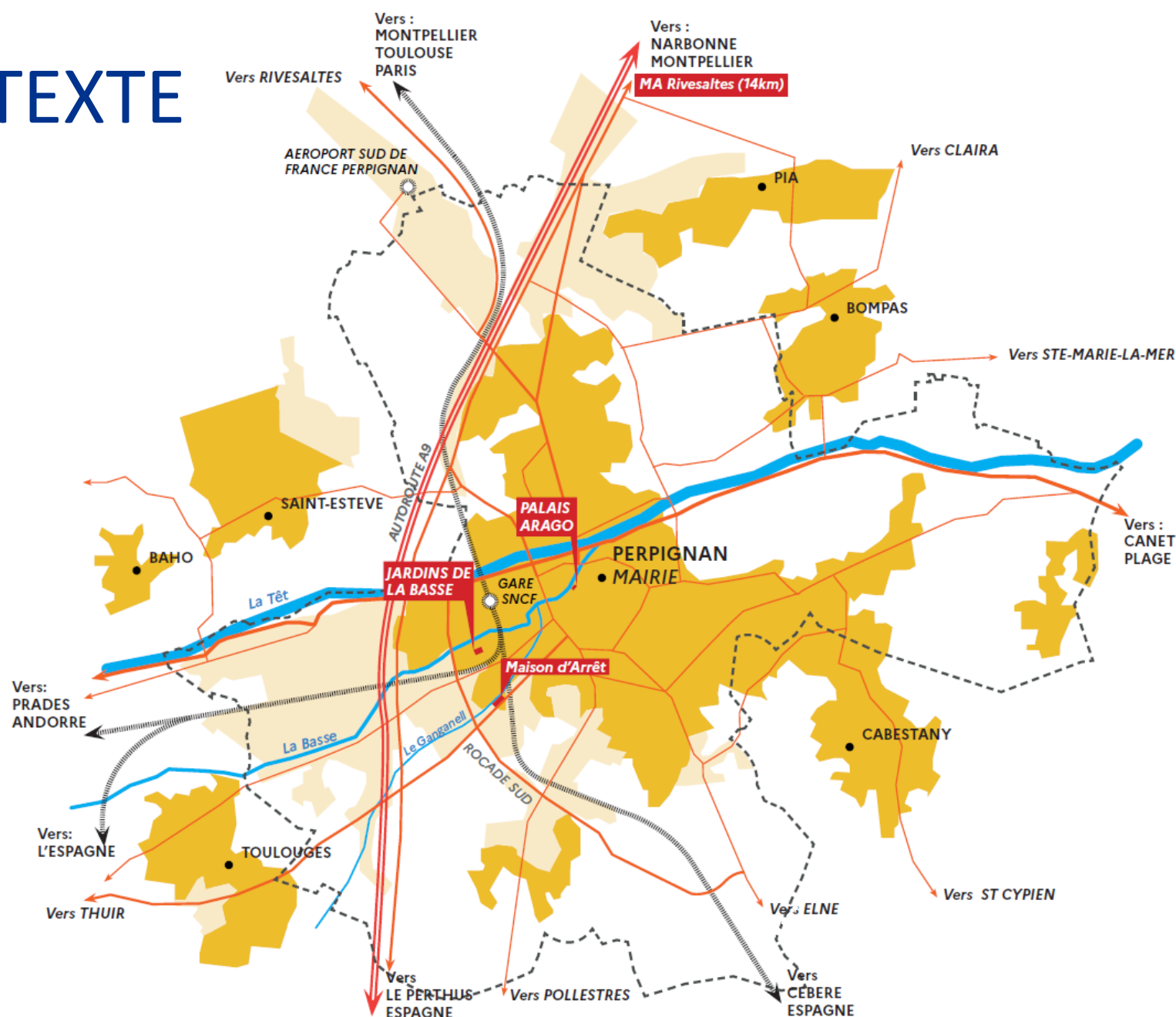
Localisation dans la ville

Le site du projet se trouve à l'ouest du centre-ville sur un terrain propriété du ministère de la Justice. Il se trouve au numéro 290 de l'avenue de l'abbé Pierre dans le quartier Saint Assisclé à proximité du jardin de la Basse à environ 2 km du palais Arago.

Accessibilité

Le site est desservi par l'avenue de l'abbé Pierre permettant de relier le centre-ville et la gare SNCF à l'est ainsi que les grands axes routiers à l'ouest (Autoroute A9, N116 et RD900).

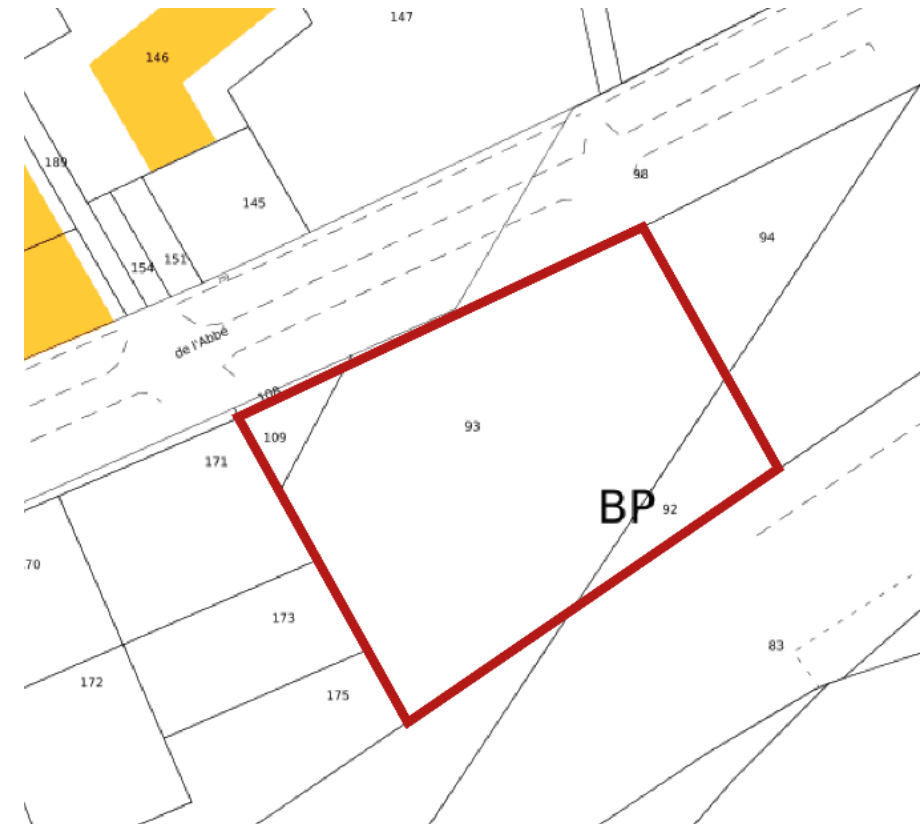
Il se situe à quelques minutes à pied de la gare SNCF et à 25 minutes à pied du Palais Arago.



PERIMETRE D'IMPLANTATION DU PROJET

Le site d'implantation est encadré en rouge sur le schéma ci-contre. Il est propriété du ministère de la Justice et représente au total une surface de 7001 m² répartie sur trois parcelles :

Parcelle 109	241 m ²
Parcelle 93	6 094 m ²
Parcelle 92	241 m ²
TOTAL	7 001 m²



LE SITE DES JARDINS DE LA BASSE

L'opération d'aménagement se situe sur des anciennes emprises de fret de la SNCF et de la STEF, bordée au nord par les Jardins de la Basse, un site de grande qualité paysagère et aux enjeux environnementaux forts qui donne nom au projet.

Il s'agit d'un quartier mixte à dominante habitat développé en deux grandes phases.

La phase 1 accueille principalement de l'habitat et s'ouvre sur le parc, les derniers programmes sont en cours de construction. La phase 2, avec des équipements publics (dont le palais de Justice), de l'habitat et des activités s'inscrit dans un projet de mutation continue du tissu urbain.

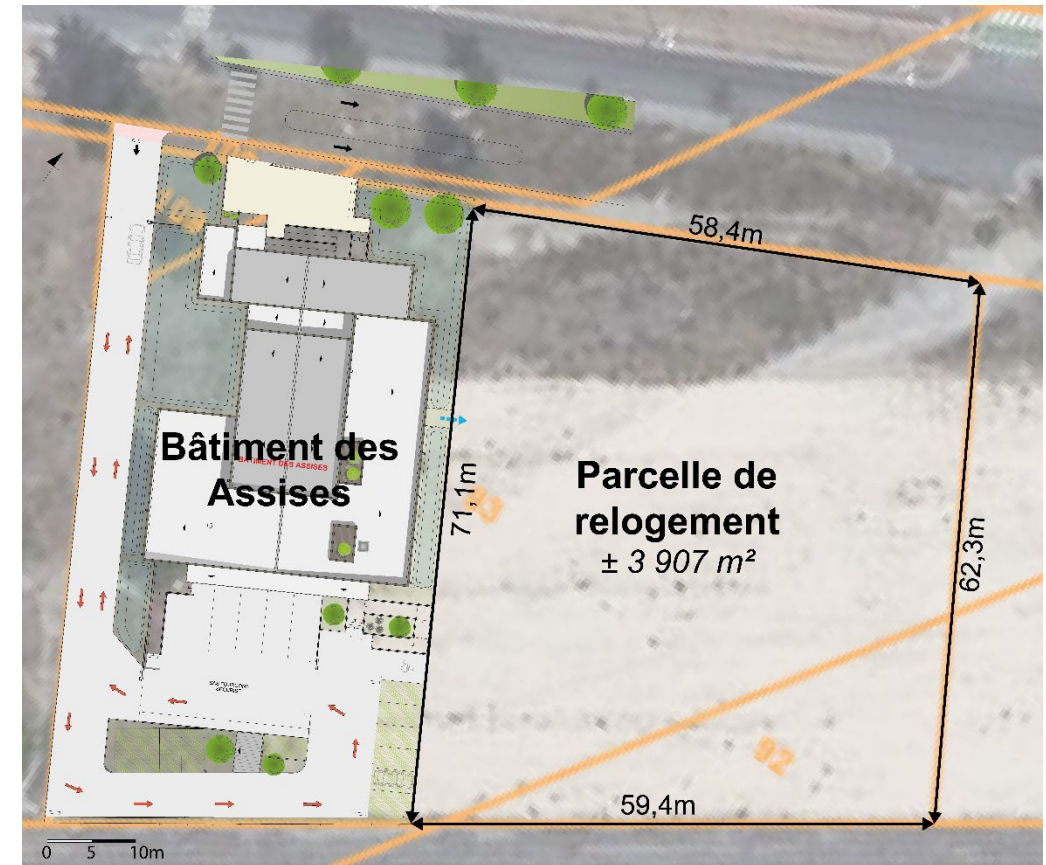
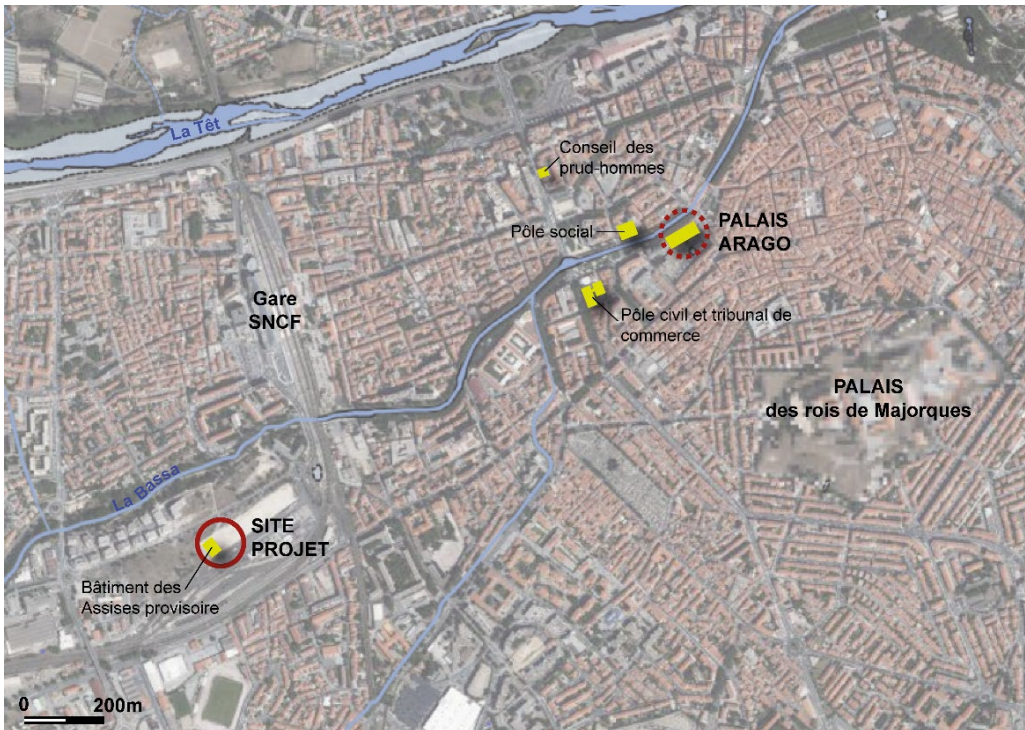
La salle d'Assises provisoire a été réalisée et est exploitée depuis janvier 2024.

Le quartier est desservi par l'Avenue Abbé Pierre, une avenue paysagée permettant de joindre le pôle-gare multimodal et le centre-ville à l'est ainsi que les grands axes routiers à l'ouest et au nord.



ELEMENTS DE CONTEXTE

La parcelle est d'ores et déjà occupée en partie par le bâtiment des Assises provisoires sur 3 093m² (surface déposée au permis de construire). La parcelle disponible pour la construction du bâtiment de logement fait donc environ 3907m².



ELEMENTS DE CONTEXTE

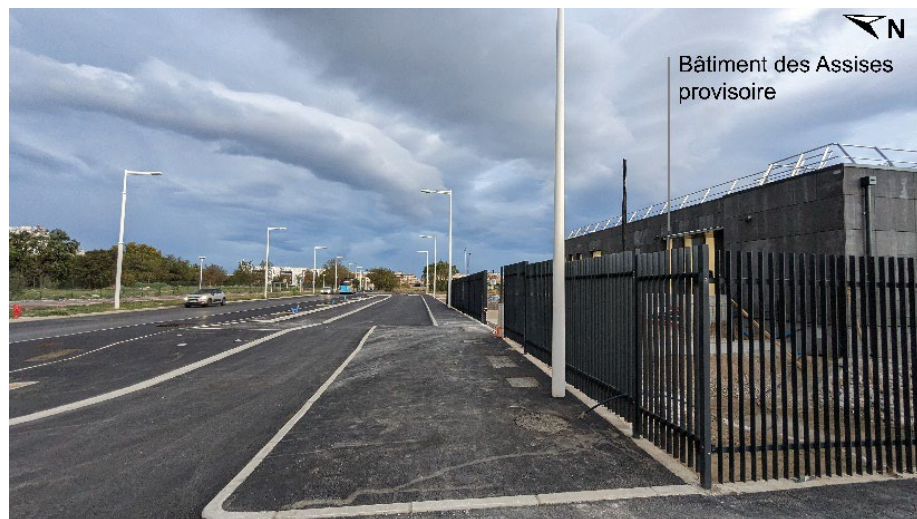
Perpignan se caractérise par une organisation hydrographique complexe naturelle et artificielle dense ; rivière, canaux d'irrigation, émissaires artificiels, talwegs naturels. Ce réseau hydrographique traverse des zones urbaines denses qu'il est susceptible d'inonder (précipitations abondantes).

La ville est marquée par la présence du fleuve la Têt et de son affluent de rive droite la Basse (qui passe à proximité de la parcelle), se dirigeant d'Ouest en Est vers la mer Méditerranée. Ces cours d'eau constituent les exutoires principaux de nombreux réseaux pluviaux. Le réseau hydrographique est par ailleurs le support d'écosystèmes complexes, qui sont directement concernés par un objectif de préservation et de valorisation. La Basse, quant à elle, est un cours d'eau naturel ou aménagé selon les secteurs traversés. Le régime de crue n'est pas significatif. Elle prend sa source au Roc de Majorque et après avoir traversé le centre de Perpignan, elle rejoint la Têt en aval du pont Joffre.



Carte du réseau hydrographique (source : Géoportail)

LE SITE DES JARDINS DE LA BASSE



03.

**Données techniques et
réglementaires liées au site**

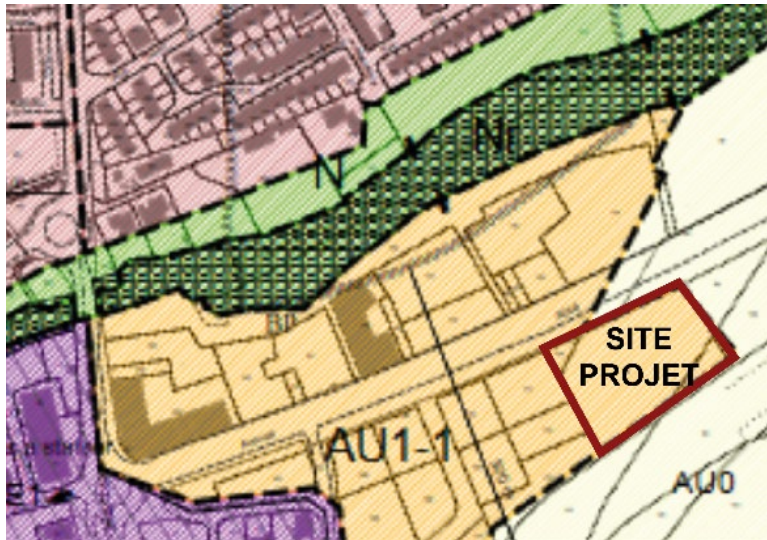
Nota important

Ce chapitre présente les principales données règlementaires et techniques s'exerçant sur le site. Ces éléments sont donnés à titre indicatif et il appartiendra au maître d'œuvre de vérifier par lui-même le champ des contraintes règlementaires et urbanistiques en vigueur dans le cadre du développement de son offre ou de son projet.

En ce qui concerne le PPRI, il sera amené à évoluer dans le cadre de la révision du document, dont l'entrée en vigueur est prévue pour fin 2024. **A ce titre, le candidat et maître d'œuvre devront suivre les recommandations inscrites dans un document prévisionnel, qui sera inclus dans le DCE remis aux candidats admis à déposer une offre.**

REGLEMENT D'URBANISME

Le terrain se situe sur la zone AU1-1, c'est-à-dire en zone à urbaniser destinée à recevoir de l'habitat et des activités nécessaires à cette urbanisation.



[Source : PLU de Perpignan]

Dénomination	Synthèse de la réglementation
Destinations	En sous-secteur AU1-1, dans le cadre du projet urbain du secteur gare TGV, les constructions complémentaires à destination hôtelière, artisanale, commerciale, et de bureaux seront admises au-delà du seuil de 25 %
Emprise bâtie	Non réglementée
Recul	<p>Les constructions doivent être implantées :</p> <p>A une distance de l'alignement des voies publiques ou privées existantes à modifier ou à créer, ne pouvant être inférieure à 5.00 m.</p> <p>A une distance minimale de 3.00 m par rapport aux emprises publiques.</p> <p>Des conditions différentes d'implantation peuvent être acceptées pour : les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dans le secteur AU1-1.</p>
Retraits Limite séparative	Dans le secteur AU1-1, les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif respecteront le prospect $l > ou = 1/2h$ avec un minimum de 3,00m.
Espaces pleine terre	<p>Un pourcentage de la superficie du terrain d'assiette du projet doit être en pleine terre. Il est défini comme suit :</p> <p>Secteur AU1 : au moins 20%</p> <p>Lorsque le périmètre d'opération rentre dans un rayon de moins de 200m d'un parc ou jardin urbain identifié dans la Trame Verte et Bleue et accessible, il ne sera pas exigé d'espace vert paysagé supplémentaire si leur superficie est inférieure à celle du parc ou jardin urbain en question. Les espaces libres seront aménagés de manière à assurer des liaisons douces vers cet équipement public.</p>
Hauteur	<p>Hauteur maximale front de rue h : 15 m</p> <p>Hauteur absolue H < 15 m</p> <p>Pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, il ne sera pas fixé de règle de hauteur.</p>
Stationnements motorisés	<p>Bureaux : Secteur AU1-1 : 1 place pour 90 m2 de SDPCes aires doivent être plantées à raison de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - En linéaire de voirie (longitudinal) : 1 arbre pour 2 places. - Dans les autres cas de figure : 1 arbre pour 4 places. <p>Construction et installation nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif : Le nombre de places à réaliser sera déterminé en tenant compte de la nature, de la fréquentation de la construction, de la proximité de parkings publics et de la possibilité de foisonner.</p>

REGLEMENT D'URBANISME

Dénomination	Synthèse de la réglementation
Assainissement	<p><u>Eaux pluviales :</u></p> <p>Les aménagements réalisés sur le terrain devront garantir l'écoulement direct et sans stagnation des eaux pluviales vers le réseau d'évacuation.</p> <p>Dispositions complémentaires spécifiques aux zones à urbaniser : En cas d'absence de réseaux ou d'insuffisance de leurs capacités, les constructeurs doivent réaliser les aménagements nécessaires à la rétention et au libre écoulement des eaux pluviales selon des dispositifs appropriés et proportionnés.</p> <p><u>Bassins de rétention :</u></p> <p>En cas de réalisation de bassins de rétention en terrains propres à l'opération, ceux-ci seront paysagés et accessibles. La superficie de ces bassins sera intégrée dans la surface des espaces verts à condition qu'ils représentent les caractéristiques d'une zone de rétention paysagée accessible au public.</p> <p><u>Eaux usées et vannes</u></p> <p>Toute construction doit obligatoirement évacuer ses eaux ou matières usées, sans stagnation, par des canalisations souterraines au réseau public ou privé.</p>

Dénomination	Synthèse de la réglementation
Stationnements vélos	<p>Cet espace doit, être sécurisé, couvert et accessible, soit dans le volume bâti ou à proximité de l'entrée des bâtiments.</p> <p>Pour les lieux de travail : 1 place pour 5 postes de travail</p> <p>Pour les établissements recevant un public nombreux (cinémas, restaurants, collèges, équipements sportifs et culturels...) : 1 place pour 10 personnes.</p>
Espaces boisés classés	Sans objet
Accès au terrain	Les constructions et installations doivent être desservies par des voies publiques ou privées dont les caractéristiques correspondent à leur destination et dont les accès doivent satisfaire aux exigences de la sécurité, de la défense contre l'incendie et la Protection Civile.
Aspect des constructions	<p>Toute construction et autre mode d'occupation du sol doit participer à la mise en valeur du paysage naturel ou urbain existant, par la conception du plan masse, de l'architecture et du paysage.</p> <p>Dans les secteurs d'entrées de ville, une attention particulière sera apportée à la volumétrie des constructions ainsi qu'à la composition des façades vues des autoroutes, voies express, déviations ou routes à grande circulation concernées. Le traitement des constructions, des annexes, d'éléments complémentaires (tels que les auvents...) ainsi que le nombre et les proportions des divers percements, devront répondre à des préoccupations de qualité architecturale et avoir été étudiés au regard des nuisances phoniques, en fonction du type d'occupation. Les justifications nécessaires devront être apportées.</p> <p>Il n'est pas fixé de prescription concernant les toitures pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.</p>
Clôture	<p>Les clôtures seront soumises obligatoirement à une demande de déclaration préalable dans les secteurs situés dans le PPR (délibération du conseil municipal du 20 janvier 2008). Dans ces secteurs les clôtures seront composées d'un grillage à grosses mailles ou de claies sur murette de 0.20 m au maximum. Elles devront être ajourées de 80% de la surface.</p> <p>Hauteur des clôtures :</p> <p>Zones d'habitat et zones mixtes : L'ensemble de la clôture ne peut excéder 2.00 m.</p> <p>Dans le cadre des échanges avec les services instructeurs lors des études préalables, une dérogation est envisageable pour augmenter cette hauteur à 2,5 m pour des questions de sécurité conformément aux</p> <p>demandes du programme si une justification est fournie dans la notice du permis de construire au titre de la nature de l'établissement et des dispositions nécessaires pour assurer sa sûreté.</p>

RISQUES NATURELS – PPRI

Le Plan de Prévention des Risques d’Inondation est en cours de révision afin de le rendre conforme au décret PPR de 2019, et compatible avec le Plan de Gestion des Risques d’Inondation (PGRI) – plan régional. L’application effective du nouveau PPRI est prévu d’ici la fin de l’année (avec une mise en application anticipée via un arrêté préfectoral).

Pendant cette phase transitoire, dans les zones exposées, le service eau et risques de la DDTM doit être consulté pour avis sur les demandes d’autorisation d’urbanisme qui n’ont pas fait l’objet d’un refus au titre du PPRI.

Le site du relogement temporaire est situé en dehors des zones inondables par la crue de référence. Il est cependant repris dans l’enveloppe hydrogéomorphologique, correspondant à un éventuel événement extrême pour lequel l’aléa est alors qualifié d’exceptionnel.

La traduction réglementaire qui en découle au futur PPRI sera un classement de ces parcelles en zone verte. Le règlement associé précise que dans cette zone verte tous les travaux sont autorisés.

Deux prescriptions y sont attachées :

1. mettre le premier plancher aménagé à la cote du terrain naturel + 0.20 m
2. compenser l’imperméabilisation à raison de 100l/m².



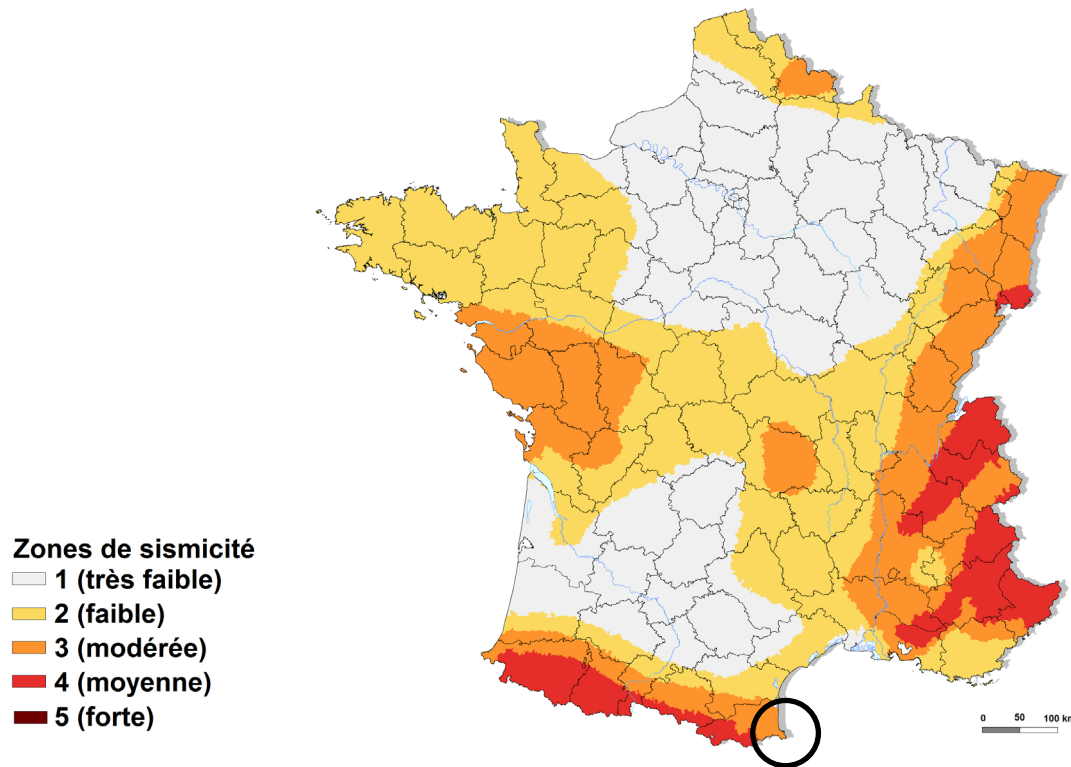
[Source : DDTM 66]

RISQUES NATURELS

Risque sismique

Le site est soumis au risque sismique en zone 3, c'est-à-dire de risque modéré.

Le respect des règles de construction bâtiment de catégorie II est attendu.



[Source : carte nationale d'aléa sismique, MEDAD 2005]

Vent violent

Les vents de la région ont un régime caractérisé par de brusques variations. La tramontane vent du nord-ouest, froid et sec, est le plus actif. Elle présente des pointes de 150 km/heure quelques jours dans l'année.

Les statistiques disponibles montrent 132 jours de vent d'une vitesse supérieure à 60 km/heure et 16 jours de vent d'une vitesse supérieure à 100 km/heure.

Il existe plusieurs types de risques liés aux vents violents :

- l'effondrement de cheminées ou constructions vétustes,
- le déracinement d'arbres, l'arrachage de toitures, panneaux publicitaires,
- le renversement de caravanes,
- la propagation des incendies de forêts,
- l'effondrement de structures provisoires (chapiteaux, cirques, stands, grues...).

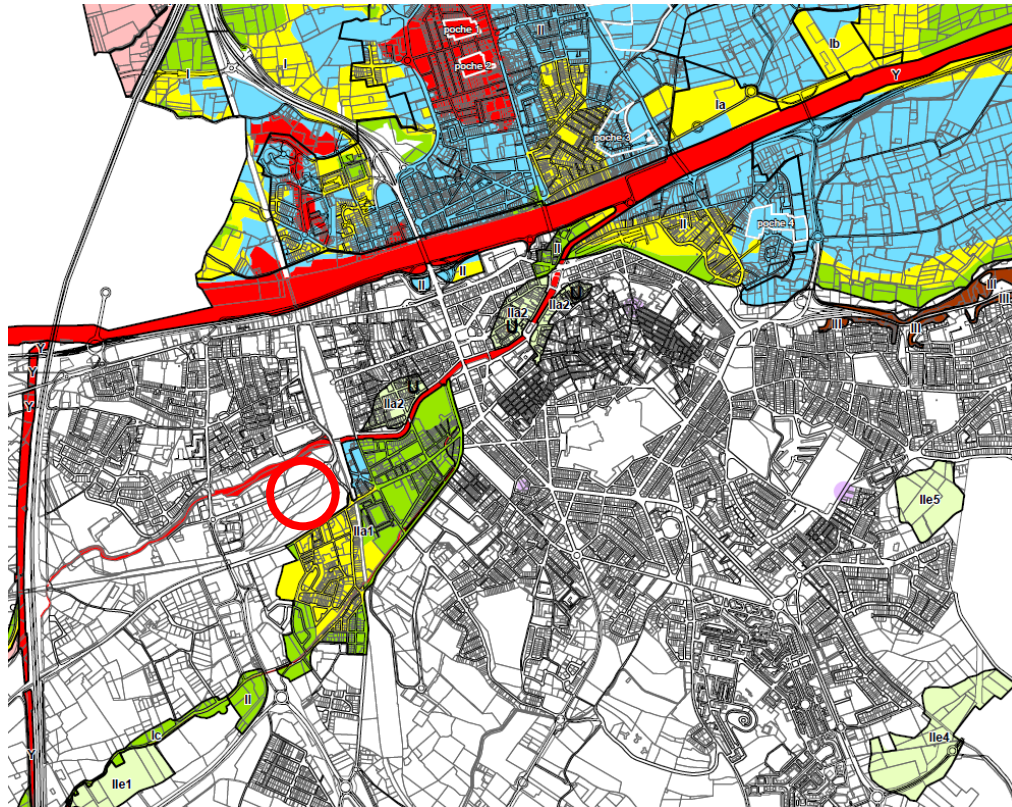
La ville pose quelques recommandations concernant ce risque et visant notamment les grues de chantier qu'il faudra respecter.

[Source : mairie de Perpignan]

RISQUES NATURELS

Mouvements de terrain

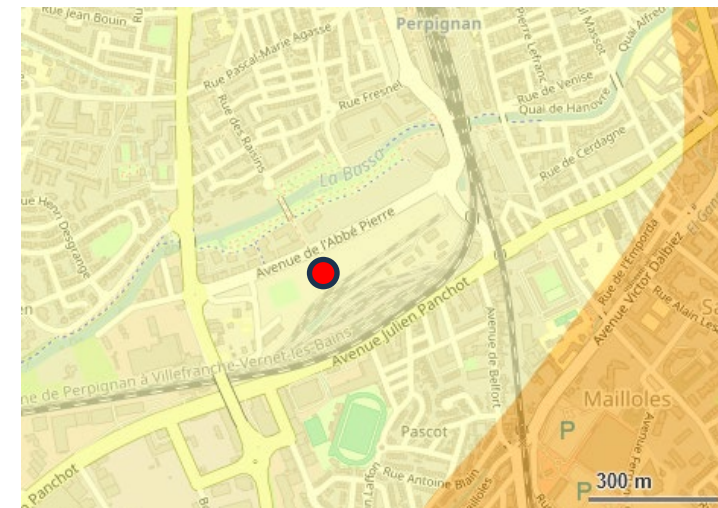
Perpignan présente des talus pentus pouvant provoquer des phénomènes de mouvements de terrains. Le site ne se trouve pas au niveau d'une zone ou à proximité de zones avec un risque de mouvement de terrain (source : carte d'aléas PPRN).



[Source: carte d'aléas PPRN]

Aléa retrait gonflement des argiles

Le site est exposé au retrait-gonflement des argiles avec un niveau d'exposition faible.



Exposition moyenne
Exposition faible

Source : infoterre - BRGM

RISQUES NATURELS

Neige abondante

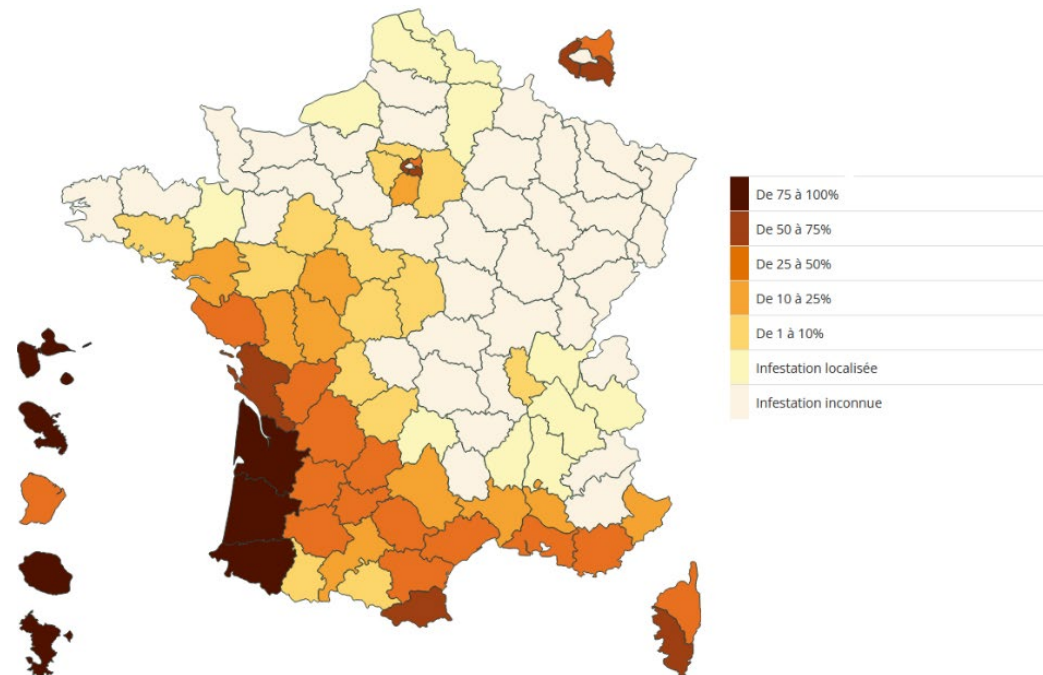
Le risque lié aux chutes de neige abondante est caractérisé par des chutes de neige exceptionnelles par leur intensité. Il se traduit par : un risque d'effondrement des constructions dû au fait des surcharges provoquées par la neige qui s'accumule, par un risque également de rupture de lignes électriques et par une impraticabilité des routes et voies d'accès.

La mairie a pris certaines mesures : Dispositif d'alerte du centre météorologique en cas de chute de neige prévisible. La commune de Perpignan a mis en place un "Plan neige", actualisé chaque année, permettant le dégagement des circuits prioritaires : hôpital, centres de soins, écoles. Suivant l'importance du phénomène le plan Orsec peut être déclenché par le préfet comme lors de l'événement de 1992.

[Source : mairie de Perpignan]

Termites

Le site est concerné par le risque de présence de termite avec un niveau d'infestation des Pyrénées-Orientales de 50 à 75%.



Source : observatoire national termite

RISQUES TECHNOLOGIQUES

Risques industriels

La commune de Perpignan ne dispose pas de site relevant de la directive Seveso ni de la directive Seveso II.

Centrale nucléaire et installation nucléaire

Il n'est pas recensé d'installation nucléaire dans un rayon de 10km.

Il n'est pas recensé de centrale nucléaire dans un rayon de 20km.

Sites pollués recensés

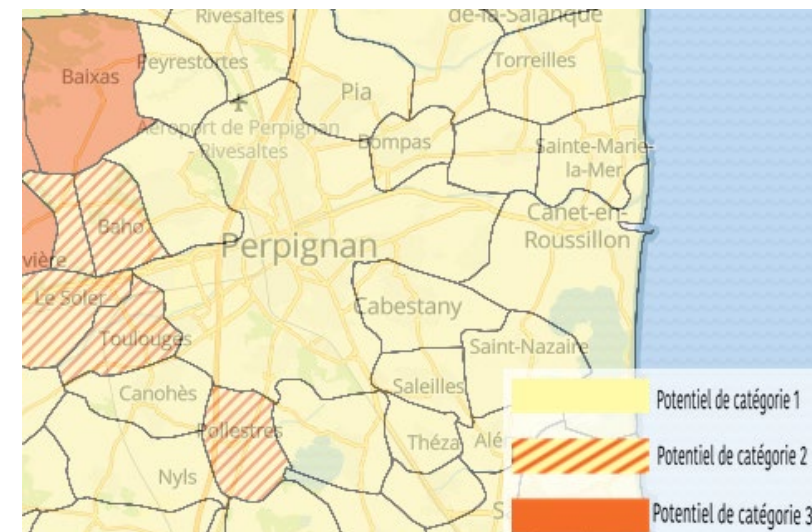
Il n'a pas été recensé de site pollué dans un rayon de 500m autour du site.

Canalisation de transport de matières dangereuses

Il n'a pas été recensé de canalisation de transport de matière dangereuse dans un rayon de 500m autour du site (gaz, hydrocarbure, produits chimiques).

Radon

Le potentiel de radon donne un niveau de risque de présence de radon à l'échelle de la commune. Perpignan se trouve en zone de potentiel de catégorie 1 sur une échelle de 3, c'est-à-dire la probabilité la plus faible de présence de radon.

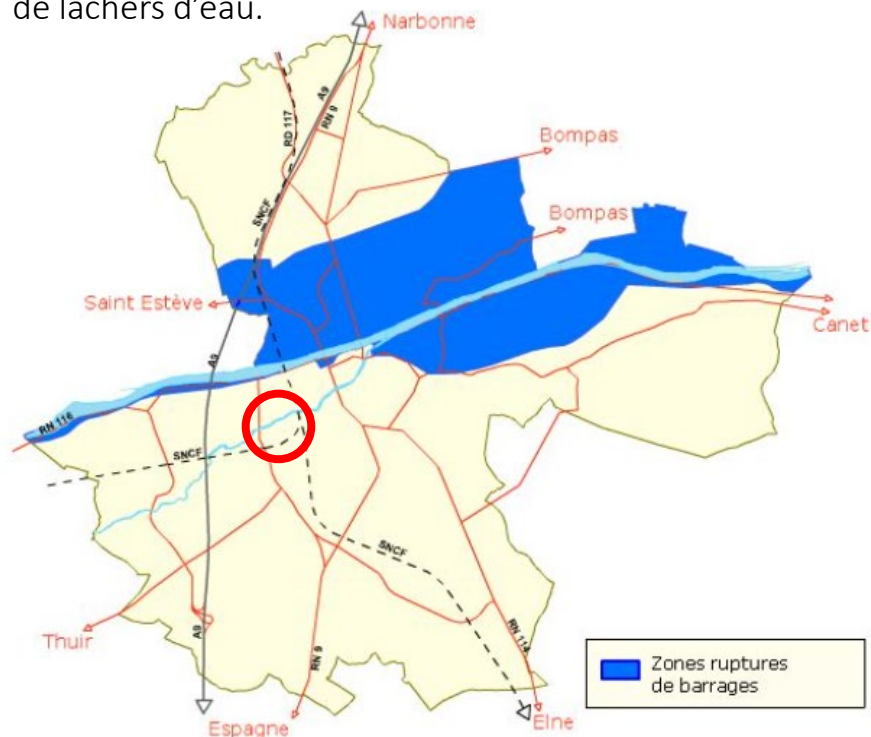


Source : Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire

RISQUES TECHNOLOGIQUES

Rupture de Barrage

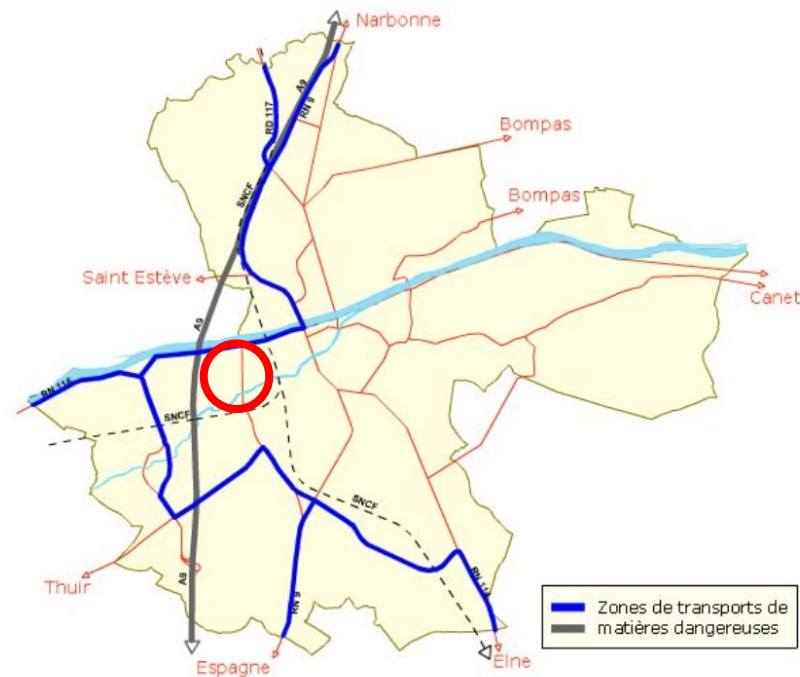
La commune est concernée en cas de rupture du barrage de Vinça et du barrage de l'Agly sur la commune de Caramany. En cas de rupture de barrage, la propagation de l'onde de submersion depuis Vinça sur Perpignan est de 3 heures. Une information permanente est assurée par le barrage aux services techniques notamment dans les cas de lâchers d'eau.



[Source : mairie de Perpignan – DDTM 66]

Transport de matières dangereuses

Les accidents de transport de matières dangereuses peuvent se produire n'importe où dans la commune. Les axes les plus fréquentés sont l'autoroute A9, les routes nationales 9, 116 et 114, la route départementale 117, et la voie ferrée. La commune a mis en place un plan d'urgence "transport de matières dangereuses" qui a été approuvé par arrêté préfectoral du 19 août 1994.



[Source : mairie de Perpignan]

RISQUES TECHNOLOGIQUES

Nuisances sonores

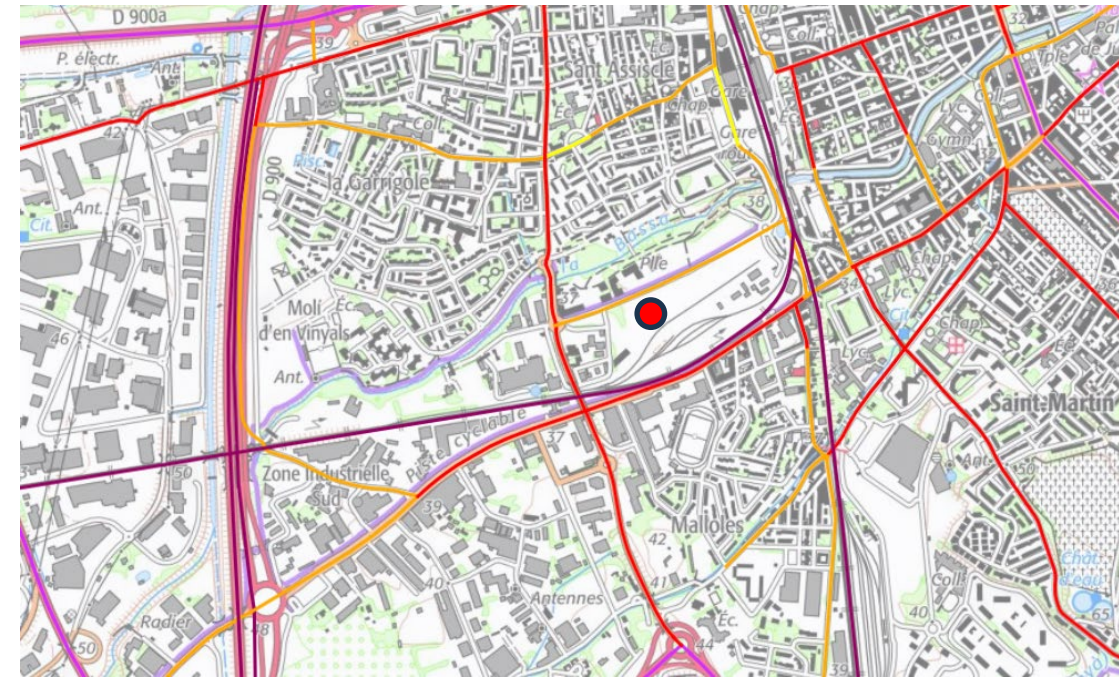
D'après la carte du Plan d'Exposition au Bruit (PEB), la parcelle est en dehors du périmètre des nuisances acoustiques causées par l'aéroport au Nord. Cependant, la parcelle est à proximité d'axes de transports majeurs à l'origine de nuisances, l'autoroute A9 notamment, la route départementale ou encore la voie ferrée.

A ce titre la parcelle est classée en catégorie 1, niveau sonore maximal, selon le classement sonore des infrastructures terrestres sur la ville de Perpignan. La largeur du secteur affecté par le bruit est donc de 300m de part et d'autre de la voie. Les niveaux sonores à prendre en compte pour la construction des bâtiments inclus dans les secteurs affectés par le bruit sont :

En catégorie 1 : Niveau sonore au point de référence, en période diurne, 83 dB(A) et niveau sonore au point de référence en période nocturne, 78 dB(A).

Le projet devra prendre en compte des niveaux d'isolement acoustique importants dans sa conception au regard des exigences réglementaires en vigueur et des exigences techniques du programme.

[Source : PLU de Perpignan]



L_CLASSEMENT_BRUIT_NOV2012

- 1
- 2
- 3
- 4
- 5

Catégorie	Secteur affecté par le bruit de part et d'autre	Niveau sonore au point de référence, en période diurne en dB(A)	Niveau sonore au point de référence, en période nocturne en dB(A)
1	300m	83	78
2	250m	79	74
3	100m	73	68
4	30m	68	63
5	10m	63	58

Carte des nuisances acoustiques (source : Pyrénées-orientales.gouv)

SYNTHESE – ANALYSE DES RISQUES

En synthèse, les éléments suivants sont à retenir:

- Le site est prévisionnellement classé en zone verte au **PPRI**, l'autorité compétente recommande de respecter les règles imposées pour les sites classés en aléas exceptionnel dont la plus restrictive est :
La surface des planchers aménagés des constructions neuves sera calée à 20 cm minimum au-dessus du terrain naturel.
- Il sera nécessaire d'appliquer les règles en vigueur pour les constructions en zone de risque sismique modéré.
- A proximité des voies SNCF, et en zone d'exposition au bruit classée catégorie 1, il sera nécessaire de prendre en compte toutes les exigences réglementaires en vigueur, notamment en matière d'isolation acoustique

04

**Eléments de programmation architecturale,
fonctionnelle et technique**

Nota

Les chapitres suivants présentent une synthèse des éléments du programme architectural, fonctionnel et technique qui seront communiqués dans le dossier de consultation des entreprises qui sera remis aux candidats admis à déposer une offre.

ELEMENTS PROGRAMMATIQUES

Les bâtiments servant au relogement du Palais de Justice et mis en place sur la parcelle seront des constructions temporaires.

La conception et la réalisation du bâtiment temporaire devra permettre :

- Le démontage / la déconstruction, le stockage et le remontage sur un autre site
- L'optimisation du planning de réalisation
- L'optimisation des surfaces de plancher sans remettre en cause la fonctionnalité du projet
- L'optimisation du coût des travaux et des coûts d'exploitation maintenance.

La réalisation du bâtiment temporaire intégrera :

- Les structures et les fondations
- Les prestations de second œuvre, les aménagements et les finitions
- Les équipements techniques
- Les aménagements extérieurs / VRD
- Une fabrication hors site

Sous condition du respect de ces exigences minimales et du programme, aucune solution technique spécifique n'est imposée par le maître d'ouvrage. Les solutions techniques proposées par les candidats pourront en l'espèce être discutées dans le cadre du dialogue compétitif qui aura lieu dans le cadre de la consultation.

ELEMENTS PROGRAMMATIQUES

Il est attendu une approche globale de développement durable (et notamment de performances énergétiques et environnementales) et de maintenabilité du bâtiment, notamment :

- Garantir un très bon état de l'ensemble de l'ouvrage pendant la durée de relogement (3 années prévisionnelles)
- Garantir la durabilité des différents constituants du bâtiment, en adaptant les prestations aux conditions spécifiques d'utilisation, et aux conditions climatiques du lieu de l'opération
- Réduire les coûts de maintenance, tout en maintenant un bon niveau de qualité de service.
- Respect des performances énergétiques.

ELEMENTS PROGRAMMATIQUES

Une partie du site de la Basse est occupée par le bâtiment des Assises.

Ce bâtiment comprend notamment : une salle des pas perdus, une salle d'Assises, une attente gardée, des locaux tertiaires, une zone de stationnement de 12 places.

Il dispose aujourd'hui de trois accès :

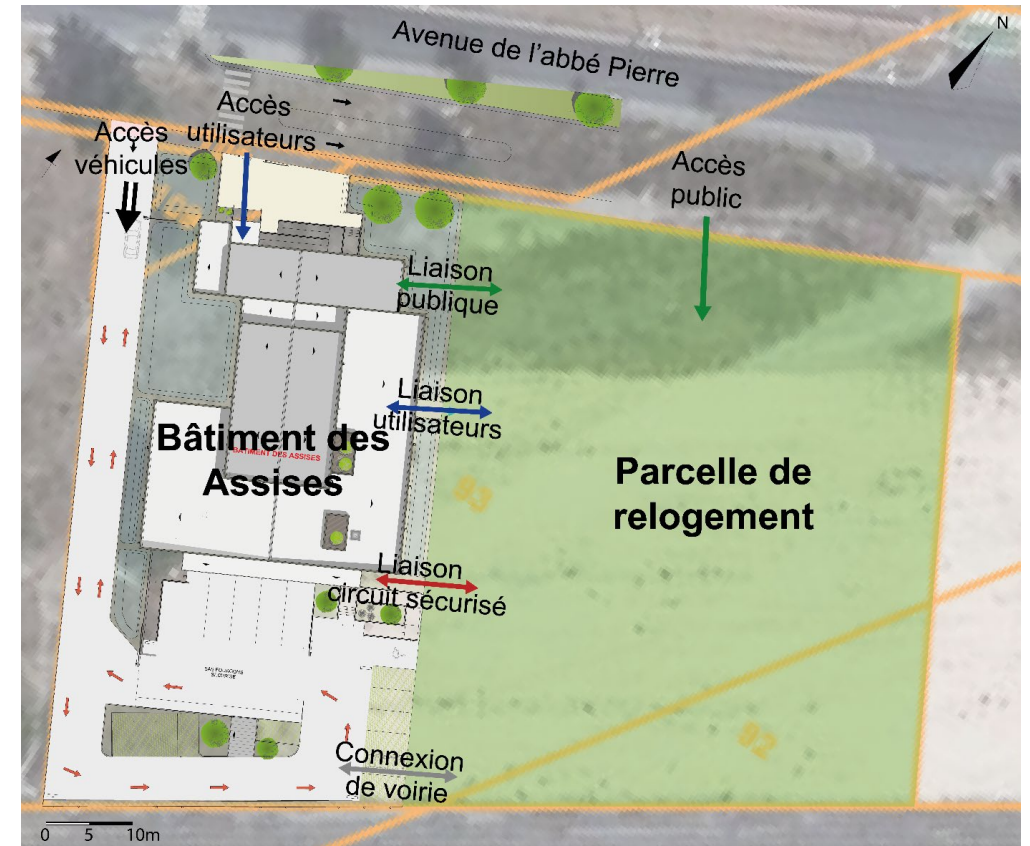
- Un accès public via le parvis,
- Un accès personnel,
- Un accès sécurisé.

Le bâtiment de relogement doit être conçu en accroche du bâtiment des Assises car un certain nombre de fonctions seront mutualisées, notamment l'attente gardée, le sas fourgon, et certains services situés dans les espaces publics.

Des liaisons entre le bâtiment des Assises et le bâtiment de relogement sont d'ores et déjà pressenties :

- Une liaison publique entre les salles des pas perdus de chacun des bâtiments,
- Une liaison utilisateurs,
- Une liaison sécurisée,
- Une connexion de la voirie existant à la parcelle de relogement.

Il est précisé que le bâtiment des Assises intègre un plancher bas situé à + 70 cm de la côte actuelle. En effet il avait été pris comme hypothèse lors de la construction que le site évoluerait en zone d'aléa modéré.



Dialogue

Le dialogue compétitif doit permettre, sur la base des documents de la consultation et au regard des propositions remises par les candidats durant le dialogue, d'identifier et de définir les moyens techniques, fonctionnels, architecturaux et financiers, permettant de répondre au mieux aux besoins du marché.

A titre indicatif et non exhaustif, le dialogue pourra donc, notamment, porter sur :

- La solution de construction temporaire proposé par le candidat
- La fonctionnalité du projet
- Le réemploi , et notamment les filières de réemploi des modules et leur stockage temporaire
- Le planning
- L'ambition environnementale et les performances techniques de l'ouvrage

04.1

Qu'est-ce qu'un palais de justice?

UN LIEU INSTITUTIONNEL

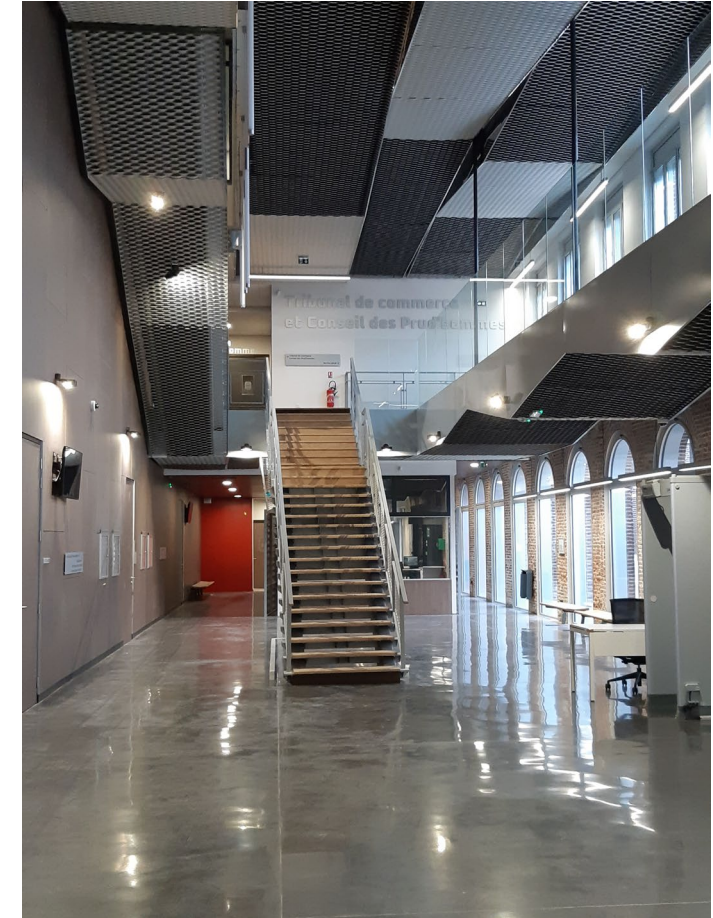
Un lieu institutionnel

- Lieu d'exercice du pouvoir de la République,
- Lieu de représentation de l'institution,
- Lieu de décision, d'arbitrage,
- Lieu de convergence et de partage,
- Lieu de recherche et d'expression de la vérité,
- Lieu des attentes de prise en compte, d'apaisement, de déceptions, de colères,
- Lieu où se mesurent les limites de ce que la société accepte et refuse,
- Lieu de protection des citoyens,
- Lieu d'écoute,
- Lieu d'exercice des professionnels de la justice



PJ de Caen

PJ Lisieux



LES USAGERS – LES UTILISATEURS

Le justiciable, au cœur du dispositif de la justice: libre, prévenu détenu, les parties civiles

Les utilisateurs (fonctionnaires):

- Magistrats du siège, titulaires du pouvoir juridictionnel
- Magistrats du Parquet qui représentent la société,
- Les greffiers et agents des services qui accompagnent l'action judiciaire à chaque étape (dossiers, audiences...)

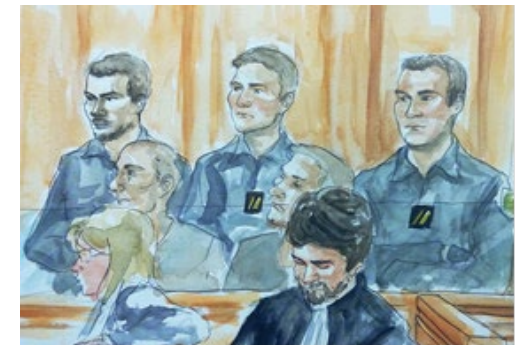


Les avocats, représentant les justiciables, partenaires obligatoires au pénal, de statut libéral



Les autres collaborateurs:

- Associations spécialisées dans la prise en charge des victimes, interprètes, ..
- Services spécialisés: prise charge des mineurs, experts, service de contrôle judiciaire,
- Forces de l'ordre: contrôle d'accès, maintien de l'ordre, sûreté des audiences, sécurité du bâtiment



ORGANISATION SPATIALE

Les bâtiments de relogement sur le site de la Basse devront accueillir:

- L'ensemble des services présents aujourd'hui sur le site Arago, principalement le pôle pénal du TJ.

L'organisation spatiale veillera à mutualiser les locaux et les équipements entre les juridictions, tout en respectant la nature de chacune des activités.

Elle visera les objectifs suivants:

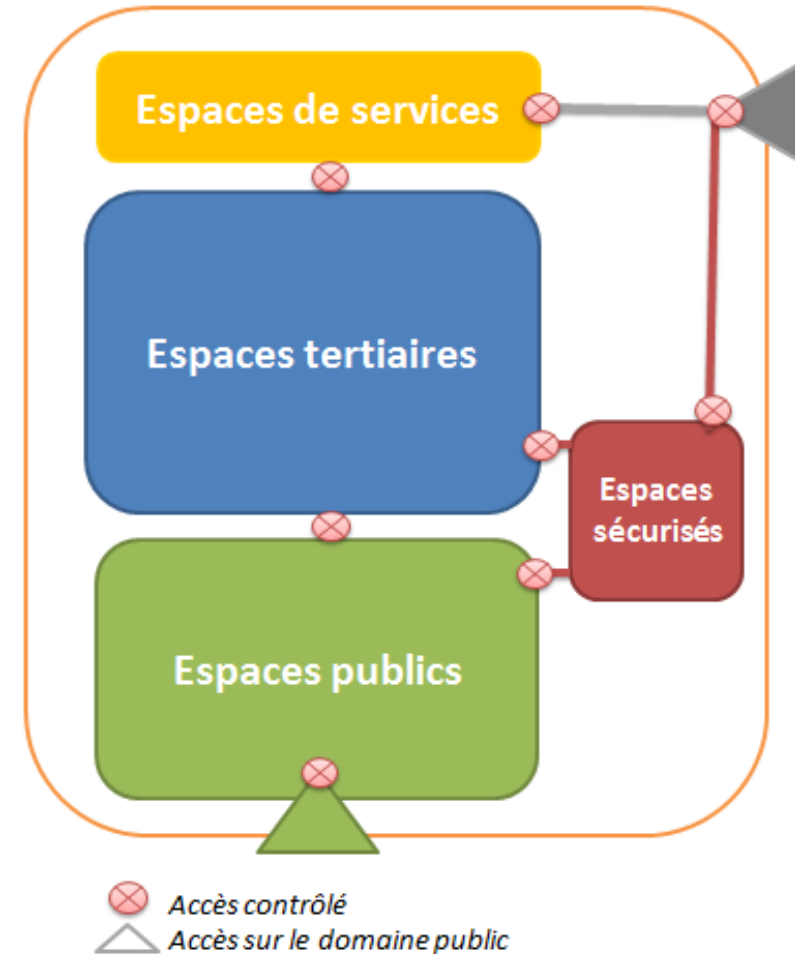
- **Regrouper** toutes les fonctions publiques (accueils, audiences) et faciliter les démarches des usagers sur ce site,
- **Répondre** aux exigences de sûreté: limiter le nombre des points de contrôle, et maîtriser les accès et les flux ,
- **Organiser les espaces de travail en plateaux** adaptés aux activités,
- **Optimiser** les surfaces, respecter les exigences de France Domaine,
- **Maîtriser les coûts,**
- **Faciliter l'exploitation maintenance**

ORGANISATION SPATIALE

COMPOSITION EN ZONES DE RÉFÉRENCE

Le Palais de Justice se compose de plusieurs zones distinctes:

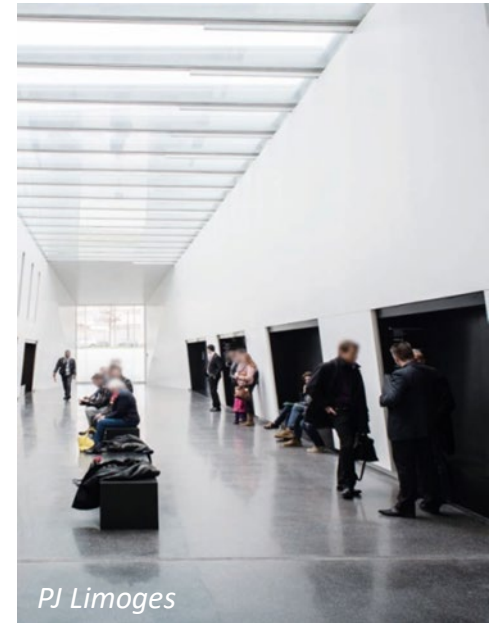
- **Espaces publics:** accueils et services en accès libre (Service d'Accueil Unique du justiciable), salles d'audiences publiques et de cabinet
- **Espaces tertiaires:** espaces de travail des services judiciaires et locaux d'accompagnement,
- **Espaces sécurisés:** attentes gardées des personnes détenues escortées
- **Espaces de service:** stockages, archives, scellés, logistique.



ORGANISATION SPATIALE

PRINCIPES GENERAUX

- Regrouper les fonctions tertiaires par pôle d'activités et par juridiction.
- Respecter les circuits réservés des utilisateurs et de l'attente gardée
- Tenir compte de la taille et de la nature de chacune des juridictions



ORGANISATION SPATIALE

ESPACES PUBLICS

Espaces publics: accueils et services en accès libre (Service d'Accueil Unique du justiciable), salles d'audiences publiques et de cabinet

- Réaliser des espaces de déambulation, d'attente, d'informations en adéquation aux activités du palais (la salle des pas perdus, le SAUJ), aider au repérage, apaiser les ambiances,
- Aider le justiciable, traiter les demandes par un accueil personnalisé (3 types de boxes d'accueil en photo)

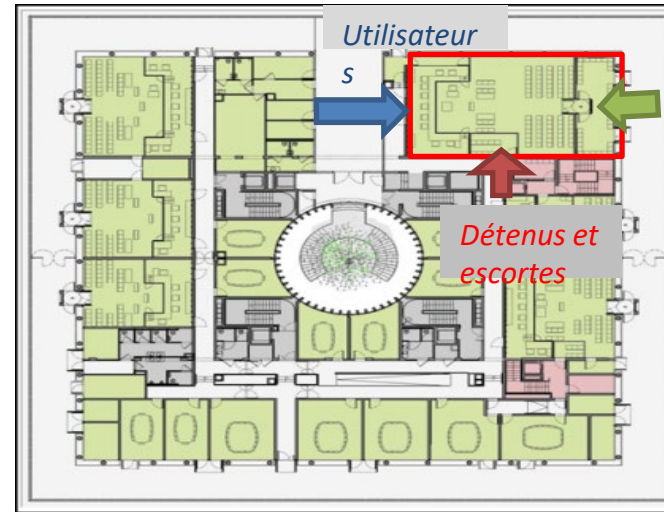


- Faciliter les démarches des avocats, dédié des espaces de contacts avec leurs clients (espaces de confidentialité)

ORGANISATION SPATIALE

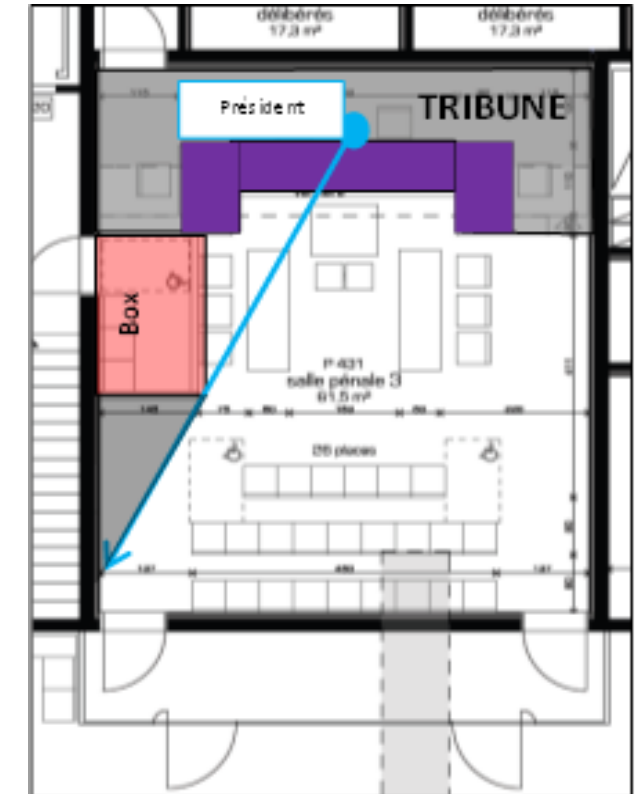
ESPACES PUBLICS: POINT DE CONVERGENCE DES FLUX: LES SALLES D'AUDIENCE

Justiciables libres ou détenus, public, avocats, magistrats et greffiers s'y retrouvent, une complexité à gérer



Public, prévenus libres, parties civiles, avocats

PJ Caen



Les enjeux de ces espaces sont entre autres les suivants :

- Qualité ergonomique, éclairage naturel,
- Contraintes de circulation (réglage des hauteurs, des niveaux de référence du sol, PMR)
- Exigences de sûreté, police de l'audience
- Type des box de comparution
- Arrivée du circuit sécurisé en salles de cabinet



ORGANISATION SPATIALE

ESPACES TERTIAIRES: UNE GAMME D'ESPACES POUR LES UTILISATEURS ET POUR LEUR ACTIVITÉ

Espaces tertiaires: espaces de travail des services judiciaires et locaux d'accompagnement,

Exigences : haute qualité d'usage, confidentialité, rationalité

Répartition du menu d'espaces	
Proximité de l'entrée du plateau de travail	Box de consultation des dossiers Box d'entretien avocats-clients Salles de réunion Espaces détente, café, documentation
Cœur du plateau de travail	Postes de travail collectifs pour les greffes Postes de travail de passage Espaces de réunion Reprographie, courrier Classement de proximité Détente, café, documentation
Espaces réservés	Bureaux magistrats individuels Bureaux chefs de juridictions



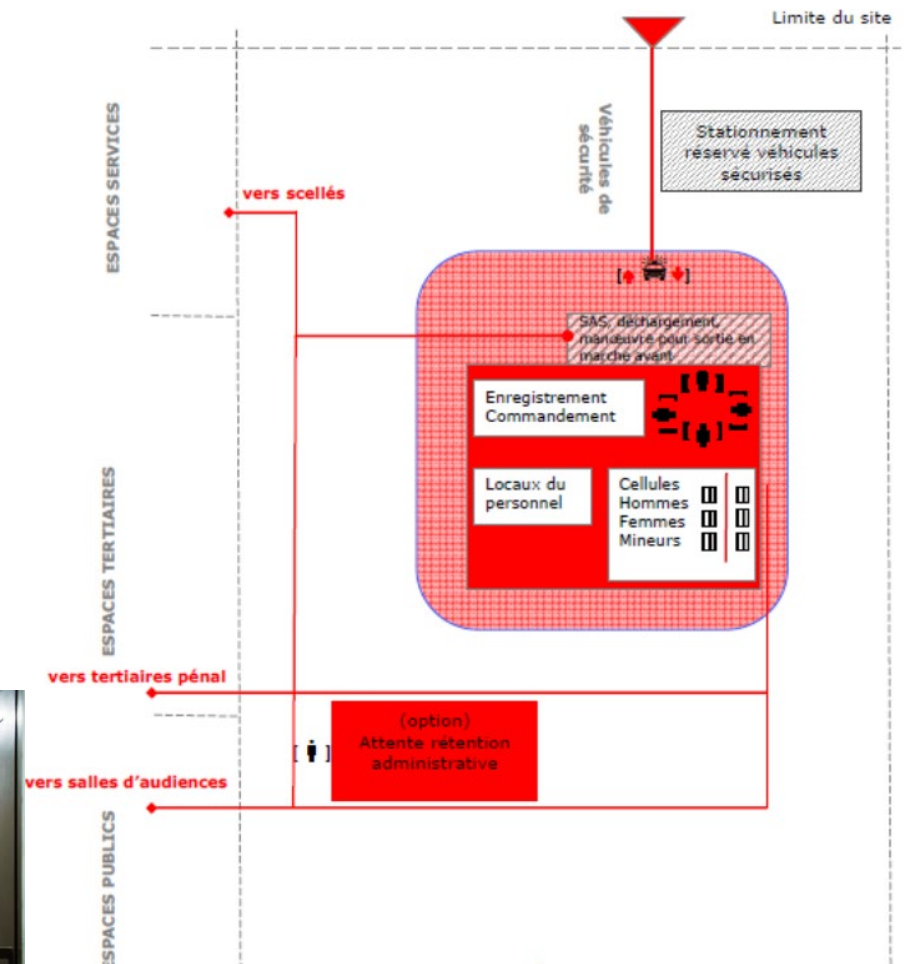
ORGANISATION SPATIALE

ESPACES SÉCURISÉS: ATTENTES GARDÉES DES PERSONNES DÉTENUES ESCORTÉES

Constituer une unité d'espaces et de couloirs « étanches », réservés aux détenus et aux escortes

Réaliser des locaux d'attente dignes et respectueux des personnes détenues

Dimensionner le suivi de la sécurité et de la sûreté, les PCS/PCI, selon la taille du Palais de Justice et selon une analyse des risques.

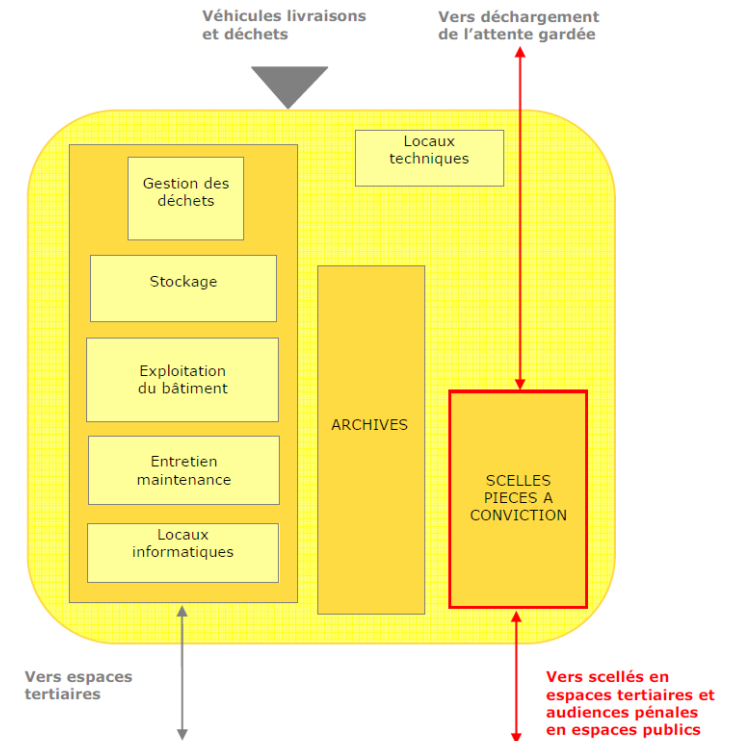


ORGANISATION SPATIALE

ESPACES DE SERVICE ET DE LOGISTIQUE: stockages, archives, scellés, logistique

Réaliser des ensembles cohérents bien desservis par des circulations adaptées, et de morphologie parfaitement rationnelle (rapports hauteur, longueur, largeur);

Distinguer les stockages d'archives des stockages de pièces à conviction (les scellés), voir à externaliser les stockages « morts » en silo extérieur au site.



04.2

**Orientations architecturales et symbolique
judiciaire**

ORIENTATIONS ARCHITECTURALES ET SYMBOLIQUE JUDICIAIRE

A. PROPOSER UNE ARCHITECTURE PORTEUSE DE SENS

Les réalisations récentes de palais de justice mettent en évidence que ces bâtiments sont des éléments structurants de l'architecture publique au sein des villes. L'attachement des palais de justice à des centres-villes constitués ou en cours de constitution montre combien la position institutionnelle au cœur de la vie urbaine est importante.

Malgré le caractère temporaire du bâtiment de relogement, la symbolique judiciaire dans l'architecture devra être présente.

Insertion dans le quartier de la Basse

Le bâtiment de relogement viendra s'inscrire dans un quartier en total renouvellement et constituera de ce fait un élément moteur de cette réécriture urbaine.

Affirmer le rôle de la justice dans un État démocratique

La charge emblématique constitue un enjeu déterminant dans l'expression architecturale du projet : affirmer les valeurs démocratiques d'une justice publique, une justice au service du peuple, rendue en son nom sous le regard de tous et en toute indépendance.

Lieu d'expression du pouvoir de l'Etat de droit, le palais de justice est aussi un lieu à échelle humaine ouvert à l'ensemble des citoyens.

Son architecture portera les principes de stabilité et d'autorité de l'institution. Elle sera par ailleurs signifiante de son adaptation au contexte social, dont elle pacifie les conflits, et tempère les excès.

ORIENTATIONS ARCHITECTURALES ET SYMBOLIQUE JUDICIAIRE

Caractériser le parcours d'accès à la justice depuis l'extérieur vers l'intérieur

La succession des espaces publics menant aux salles d'audience devra être vécue de façon progressive, enrichie de repères lisibles préparant à l'acte judiciaire, ponctuant les temps d'attente ou de démarches préalables à l'audience. Cette écriture accompagnera le justiciable dans sa progression depuis l'extérieur (les abords, le parvis, l'entrée...) jusqu'à l'intérieur du bâtiment, depuis les espaces banalisés d'accueil jusqu'aux salles plus formalisées où la justice s'exprime.

Les espaces publics offriront une ambiance propice à la pacification des conflits.

A l'intérieur du palais, adapter la symbolique à la nature des activités

L'identité architecturale sera à la mesure de cette ambition, associant l'expression d'une autorité digne et d'un lieu d'écoute, d'arbitrage, et de conciliation : une justice efficace et humaine, alliant la rigueur du droit à l'attention à la personne.

L'expression architecturale intérieure veillera, en adressant des signes spécifiques, à prendre en compte l'activité de la justice pénale, constitué de recours fréquents au débat judiciaire oral et public, organisé en audiences dont le déroulement et la structuration spatiale sont ordonnancés.

ORIENTATIONS ARCHITECTURALES ET SYMBOLIQUE JUDICIAIRE

Adapter aux réalités d'aujourd'hui le vocabulaire de référence de l'architecture intérieure

La réalité judiciaire ayant évolué (plus de transparence, d'ouverture, de technologie, de sécurisation, de médiatisation, etc.) tout en gardant le même objet qui est de rendre la justice, il apparaît nécessaire d'adapter la symbolique judiciaire à ces évolutions.

La définition et le traitement des espaces publics s'attacheront notamment à mettre en évidence :

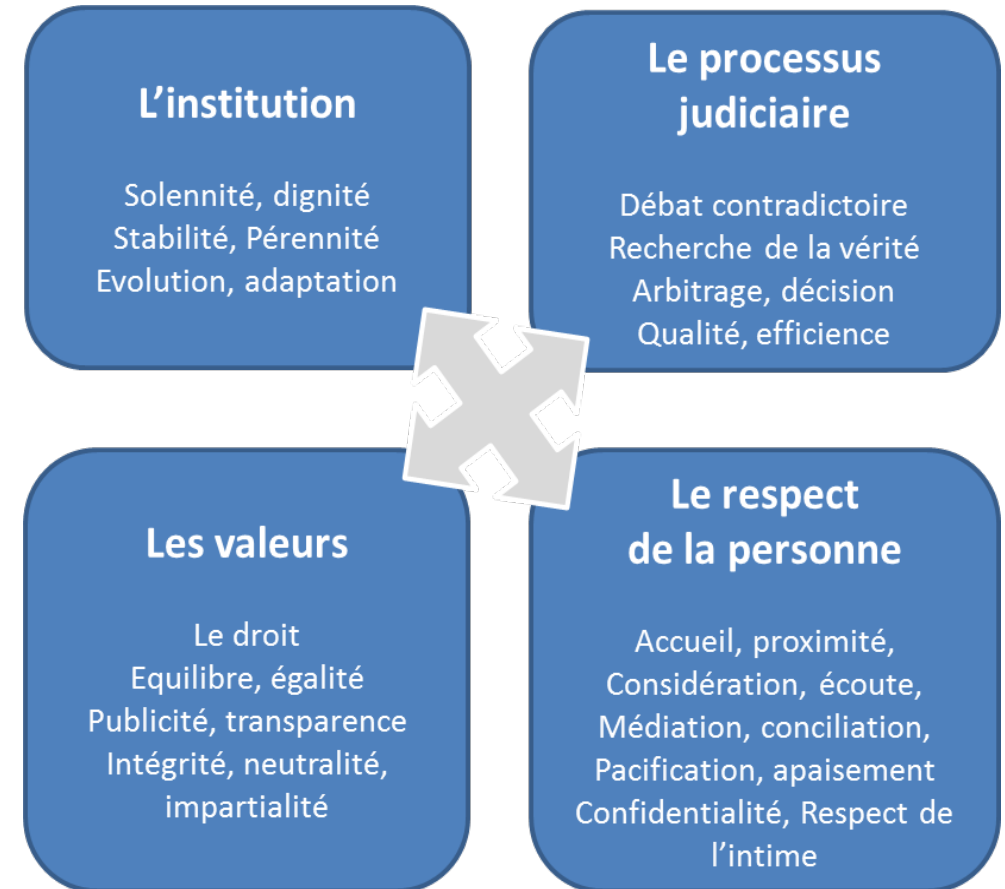
- Le rapport à créer entre l'urbain et le judiciaire, au fil des étapes du parcours du justiciable, depuis le parvis vers l'intérieur du palais de justice, avec un juste équilibre entre solennité et simplicité. L'expression de l'image de l'Institution sera claire et identifiable.
- La lisibilité des différentes entités du palais de justice en proposant des aménagements, des ambiances spécifiques et porteuses de sens, sans surinterprétation de la monumentalité ni pour autant banalisation des signes de l'activité.
- Le traitement intérieur (ambiance, agencement, ligne architecturale) où une différenciation de traitement est attendue entre l'ensemble « Salle des pas perdus et salles d'audiences publiques » d'une part, et l'ensemble « circulations et salles d'audiences de cabinet » d'autre part. Le SAUJ sera situé en interface des deux composantes.

- La fluidité des déplacements dans le palais de justice révélera l'intention donnée d'un équipement citoyen contribuant au rapprochement entre les personnes et l'institution. Avoir affaire à la justice est une expérience peu fréquente dans la vie d'un citoyen. Cette situation correspond souvent à un événement chargé d'émotion. Les réponses architecturales devront savoir se situer entre force de l'institution et respect de la personne. Proposer une solennité pour les espaces où cela s'impose par opposition à une sobriété des espaces courants. L'objectif est de susciter l'apaisement, et de tempérer le stress ou l'excitation.
- L'intégration de nouvelles technologies conduisant à la dématérialisation (vidéo comparutions par exemple) de certaines procédures ou de certaines actions implique de nouvelles formes de travail dans les espaces moins solennels et plus confidentiels (salles de conciliation, salles d'audiences de cabinet) que les grandes salles d'audience publiques. A côté de ces nouveaux modes de fonctionnement judiciaire, perdurent les audiences tenues dans les locaux classiques. La conception des espaces d'audiences devra tenir compte de cette dualité avec un traitement différencié selon les différents locaux.

ORIENTATIONS ARCHITECTURALES ET SYMBOLIQUE JUDICIAIRE

Supports de réflexion pour une écriture renouvelée

La conjonction de tous ces objectifs représente une difficulté qui est portée à la réflexion des concepteurs. Les repères ci-dessous peuvent constituer des supports de réflexion pour cette recherche qui ciblent les espaces publics où le justiciable est reçu.



04.3

Éléments de programmation fonctionnelle

EFFECTIFS PREVISIONNELS

Les effectifs prévisionnels pour l'aménagement des espaces tertiaires et postes de travail sont les suivants. Ces effectifs pourront évoluer à la marge d'ici la transmission du dossier de consultation des entreprises

	Nombre de postes de travail
Effectifs magistrats et fonctionnaires (Typologies 1 et 1 bis)	154
Effectifs autres : juristes assistants, assistants de justice, assistants spécialisés, auditeurs, stagiaires, vacataires ... (Typologies 2 et 3)	14

SURFACES UTILES PREVISIONNELLES

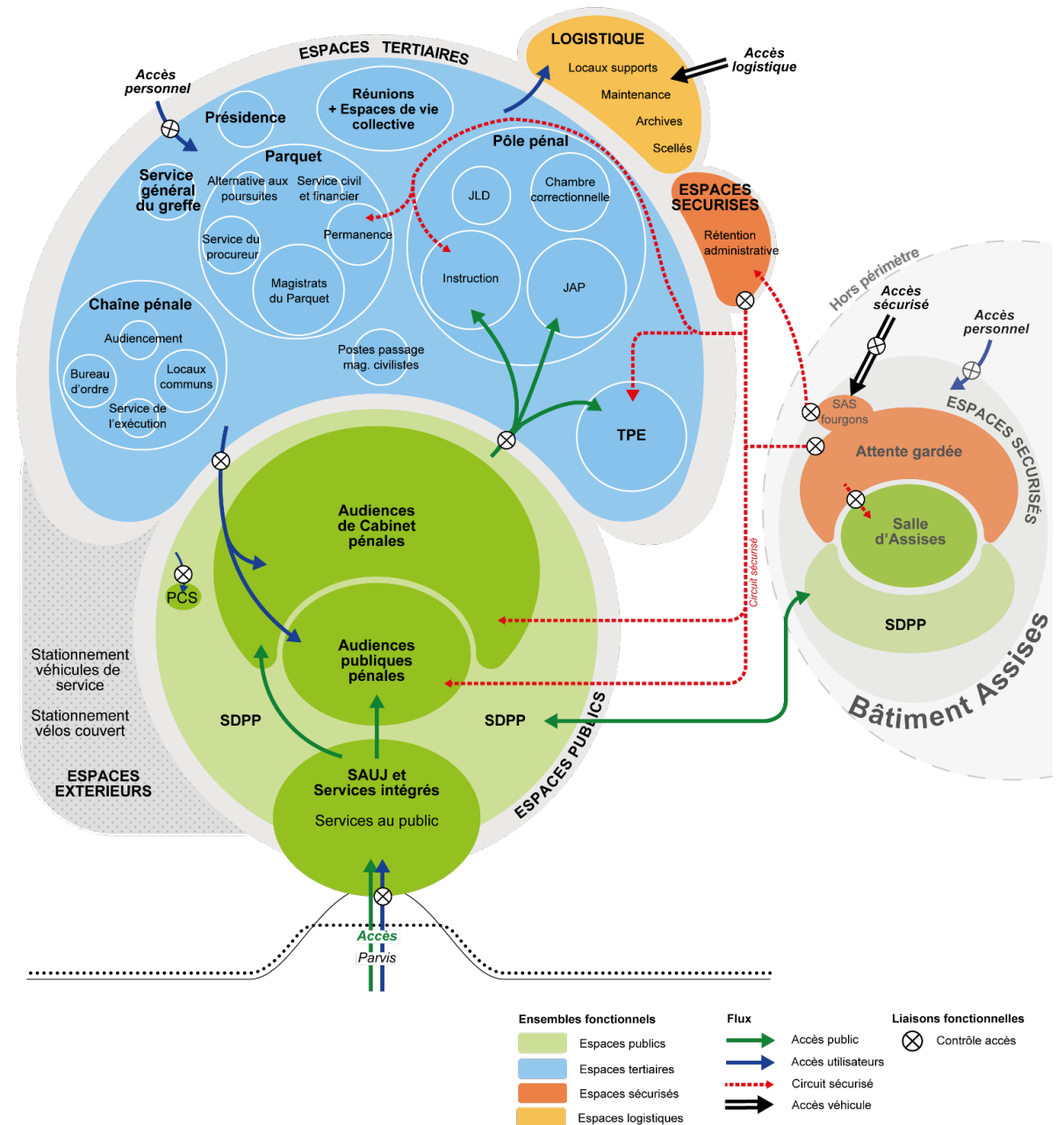
Le tableau ci-après présente les surfaces utiles prévisionnelles au stade du programme. Ces surfaces pourront évoluer d'ici la transmission du DCE.

ESPACES PUBLICS (salle des pas perdus, SAUJ, salles d'audiences publiques et de cabinet...)	940 m ² utiles
ESPACES TERTIAIRES (bureaux, salles de réunion, espaces de vie collective*...)	1800 m ² utiles
ESPACES SECURISES (attente gardée centrale, rétention administrative...)	60 m ² utiles
ESPACES DE SERVICE ET LOGISTIQUE (stockage archives et scellés, logistique active)	470 m ² utiles
TOTAL	3270 m ² utiles
+ Réserve foncière pour des surfaces utiles supplémentaires	-
+ Espaces extérieurs et parc de stationnement	5 places pour les véhicules de service 25 places de vélo

LOGIQUES SPATIALES

Des logiques spatiales structurantes :

- Identification de zones fonctionnelles (espaces publics, espaces tertiaires, espaces sécurisés, espaces de services, espaces extérieurs) ;
- Indépendance, séparation et contrôle des flux distinguant des circuits par type d'utilisateurs et des accès réglementés
- Une volonté de promouvoir le travail en équipe : mutualisation d'espaces, proximité de travail privilégiée
- Liaison avec le bâtiment des assises



04.4

Éléments de programmation technique

DEVELOPPER LA SURETE PASSIVE ET ACTIVE

Le palais de justice est un équipement public dont certaines activités sont ouvertes à tous. Cette finalité est à croiser avec les nécessités de protection des personnes présentes (professionnels, justiciables, public), de protection contre les malveillances pour assurer la sérénité des débats, de confidentialité de certaines actions, de préservation des dossiers, de protection des personnes exposées, de garde des détenus et de continuité du fonctionnement de l'institution.

Niveau de sûreté et activités judiciaires :

L'implantation des activités dans le bâtiment visera à regrouper dans un même périmètre les ensembles de même sensibilité afin de faciliter l'organisation des moyens de sûreté.

Les salles d'audiences pénales, les attentes gardées seront situées à distance des façades donnant sur le domaine public. Leur propre configuration s'attachera à éliminer leur vulnérabilité interne (risques d'intervention violente).

Les services très sensibles (par exemple : Chefs de cour et de juridiction, Instruction, Parquet, Tribunal pour Enfants, Juge des Libertés et de la Détention) seront à localiser dans la mesure du possible sans vis-à-vis public.

L'enveloppe et la structure du bâtiment

Cet objectif concerne tout particulièrement les façades qui se trouvent en limite directe du domaine public : aux niveaux inférieurs et accessibles, les choix architecturaux intégreront les risques potentiels de vandalisme, d'escalade, d'intrusion, ou de dépôt d'explosifs. Les niches et les surplombs seront évités comme le seront aussi les angles morts et les redents. Aucun élément du bâtiment, de décoration ou de mobilier ne pourra être détachable (hormis le pavoisement).

Les accès et les circulations internes

L'exigence de sûreté s'applique particulièrement aux points d'accès, à l'armature des circuits internes et à leur caractérisation. Celle-ci est déterminée par les niveaux de sûreté fixés selon la sensibilité des services et des espaces à desservir (espaces publics, audiences, chefs de cour et de juridiction, Instruction, Tribunal pour Enfants, Parquet, Juge des Libertés et de la Détention, attentes gardées, parking, logistique...).

La localisation et la conception des accès extérieurs doivent faciliter leur surveillance et leur maîtrise en tant que première ligne de contrôle. L'organisation interne des circulations permettra de distribuer les flux précisément selon les lieux à desservir et selon le statut des personnes qui les emprunteront (public/personnels/détenus/retenus). Certains circuits seront isolés, et les points d'intersection seront efficacement contrôlés (détenus, retenus).

DEVELOPPER LA SURETE PASSIVE ET ACTIVE

Le nombre d'accès sera le plus limité possible avec le domaine public :

- **L'accès des véhicules de police, de convois pénitentiaires, d'utilisateurs autorisés et de livraisons sera strictement séparé des accès du public.** Cet accès sera formalisé en un seul point d'entrée et de sortie sur le site. Il distribuera en interne les zones à desservir.
- **L'accès public principal sera unique.** L'accès destiné aux personnels pourra en option être relayé par un deuxième point le cas échéant en fonction de l'importance du palais et de l'organisation du site, afin de permettre un accès direct aux espaces tertiaires. Les accès piétons seront pourvus de dispositifs de filtrage prévenant l'introduction d'objets illicites et interdisant l'accès de personnes non autorisées.

Accès en dehors des heures d'ouverture courante (fin de journée, fin de semaine) : Compte tenu des obligations de certaines procédures il peut arriver que des audiences se prolongent en soirée, ou se tiennent en soirée, les samedis et dimanches et les jours fériés. Ce fonctionnement à périmètre restreint doit éviter d'ouvrir tout le palais de justice et de circonscrire la zone active. L'accès sera commun ou distinct de l'accès public principal et devra limiter le cas échéant l'usage de la salle des pas perdus aux seuls espaces d'audiences et tertiaires de permanence à desservir.

Les circuits internes seront séparés et indépendants : le schéma des circulations internes prescrit de distinguer les circuits ouverts au public, de ceux réservés aux utilisateurs, et de ceux réservés aux détenus/retenus accompagnés de leur escorte.

Les moyens techniques et de supervision intégrés

Le système intégré d'équipements techniques de sûreté aura pour fonction de dissuader les auteurs de menaces potentielles, de détecter les événements enfreignant les mesures de sûreté, de donner l'alerte, de permettre une intervention, de contrôler l'évènement, de minimiser ou éliminer le danger.

L'économie de moyens humains constituera l'axe majeur tant des options architecturales sécuritaires que du choix des moyens techniques facilitant les tâches de sûreté des personnels.

La distribution spatiale, la volumétrie des espaces, et la nature des revêtements choisis devront contribuer à une lecture vidéo aisée (pas de réverbération, pas de pilier faisant masque).

Fin du document